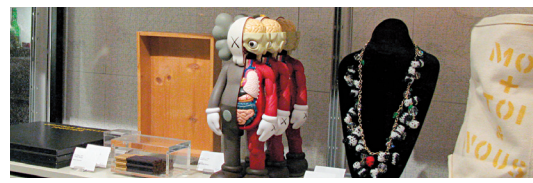




OTTAWA
Une révolution de l'immigration?
Page B 3



DESIGN
Les idées de Josée Lepage
ne connaissent pas de frontières
Page B 6

PERSPECTIVES

France : dernière étape de la primaire socialiste

Le rassembleur et la réformatrice

À 24 heures du vote, François Hollande et Martine Aubry fourbissent leurs dernières armes

CHRISTIAN RIOUX

Paris — «*Gauche molle*», «*candidat du système*» qui utilise «*les mots de la droite*». À 24 heures de l'élection primaire qui choisira dimanche le candidat socialiste qui affrontera en mai prochain Nicolas Sarkozy, les injures se sont mises à voler dans le camp de Martine Aubry. Après une primaire exemplaire, celle qui accuse un léger retard dans les sondages face au favori François Hollande a décidé de sortir l'artillerie lourde. Au risque de faire voler en éclats la belle unité jusque-là préservée.

Hier, les appels au calme se multipliaient chez les partisans de François Hollande et les éditorialistes de gauche qui craignaient un ralliement impossible dimanche soir à l'issue du scrutin. Il s'agit d'un «*dérapiage contrôlé pour faire bouger les lignes*», déclarait le politologue Stéphane Rozès au quotidien *Le Figaro*. «*Aubry est une femme politique d'expérience et on ne peut pas imaginer qu'elle n'ait pas pesé ses mots*, dit-il. *En s'exprimant ainsi, elle espère faire venir aux urnes un nouvel électeur: celui de la gauche de la gauche, notamment le Front de gauche, ainsi que les écologistes.*»

Baroud d'honneur ou coup de maître? On le saura dimanche. Les sondages indiquent pour l'instant que l'écart se resserre entre celle qui se veut la candidate d'une gauche ferme et celui qui pose en rassembleur des Français.

Quelque 47 % des sympathisants de gauche prévoient voter pour la maire de Lille et 53 % pour le député de Corrèze, selon l'enquête réalisée par Opinion Way après le débat télévisé de mercredi. Malgré le ralliement à François Hollande de Manuel Valls et de Ségolène Royal, le report des voix des candidats défaits au premier tour semble être plus favorable à Martine Aubry.

Même chose pour les partisans du candidat de la «*démondialisation*», Arnaud Montebourg, qui a finalement annoncé hier qu'il voterait pour François Hollande «*à titre exclusivement personnel*». Mathématiquement, François Hollande a toutes les chances de l'emporter dimanche. Mais une trop faible marge risquerait d'entamer sa crédibilité face à Nicolas Sarkozy. Rien n'est donc joué dans cette élection ouverte à toute la gauche et où il demeure toujours possible pour un candidat de mobiliser de nouveaux électeurs à la dernière minute.

Une gauche ferme

Drôle de fin de campagne tout de même pour celle qui, il y a cinq mois à peine, avait prévu de ne pas se présenter pour laisser la voie libre au favori, Dominique Strauss-Kahn. En face, François Hollande travaillait son image de député de la Corrèze pour affronter un jet setter sans grand ancrage dans la France profonde. Et puis, rien ne s'est passé comme prévu.

Dans le Palais des sports de Lille, son château fort, Marti-

ne Aubry avait réuni jeudi soir 3000 personnes afin de confirmer l'image de «*vraie gauche*» qu'elle a affichée au fur et à mesure que progressait la campagne. Ce soir-là, elle s'est même laissée aller à appeler les «*jeunes de France à rejoindre ceux de Tunis, du Caire et de Damas*»! D'ailleurs, le héros des «*indignés*», Stéphane Hessel (auteur du best-seller *Indignez-vous!*) avait envoyé un vidéo pour soutenir la candidate.

Ce discours tranchait avec la présence au premier rang d'un grand nombre d'«*éléphants*» du PS, comme Laurent Fabius, Henri Emmanuelli et Pierre Mauroy. Peu importe, la fille de l'ancien ministre des Finances de Mitterrand, Jacques Delors (qui avait refusé la candidature socialiste en 1995), veut croire en son destin.

Réforme

Depuis son passage dans le gouvernement de Lionel Jospin, Martine Aubry n'a cessé de représenter une gauche réformatrice, plurielle, ouverte aux idées des petits partis d'extrême gauche et des verts, et multiculturelle. L'un des rares défenseurs en France du multiculturalisme, Michel Wieviorka, est d'ailleurs un conseiller et un ami personnel. Dans le débat télévisé de mercredi dernier, Martine Aubry a pris fait et cause pour le fédéralisme européen alors que François Hollande a refusé de prononcer le mot, rappelant plutôt la grandeur de la France.

L'ancienne ministre du Travail de Lionel Jospin et numéro deux du gouvernement est consciente que, si elle est élue dimanche, elle risque de traîner le boulet de la réforme des 35 heures dont elle a été l'artisan principal. Une réforme régulièrement mise au pilori par la droite, mais aussi critiquée par une partie de la gauche, dont l'ancienne candidate Ségolène Royal.

En 2008, Aubry avait été portée à la tête du PS dans un scrutin controversé par les fabusiens et les strauss-kahniens, réunis justement pour faire obstacle à Royal. Martine Aubry semblait alors la candidate la moins menaçante pour laisser toutes ses chances à un candidat apparemment plus solide. D'où le pacte de Marrakech qui liait la première secrétaire du parti à Dominique Strauss-Kahn. L'histoire en a finalement décidé autrement...

Le rassembleur

Loin des liesses de l'assemblée de Lille, le favori préférerait la jouer modeste. En réunissant ses troupes dans la petite salle du Bataclan, à Paris, François Hollande choisissait de ne pas faire d'esbroufe et de conforter son image de rassembleur. À ses côtés, on trouvait ses anciens adversaires Manuel Valls et Jean-Michel Baylet ainsi que Dominique Bertinotti, ex-directrice de campagne de Ségolène Royal.

D'ailleurs, les événements des derniers jours avaient de petits airs de revanche pour Ségolène Royal, malgré sa défaite cuisante de dimanche

dernier. Derrière Martine Aubry se retrouve en effet une grande fraction du Parti socialiste qui n'avait pas soutenu sa candidature en 2007, qui avait parfois saboté sa campagne et refusé ensuite de lui concéder la direction du parti.

Chez les partisans de Hollande, on n'hésite pas à dénoncer le discours technocratique de Martine Aubry, qui ne parle pas à la France, dit-on. Un discours qui se perd souvent dans l'énumération de la liste d'épicerie du programme socialiste. Au contraire de son adversaire, François Hollande a choisi de se concentrer sur les deux thèmes de la rigueur économique et de la jeunesse. Il doit cependant contrer l'image d'un apparatchik qui n'a jamais occupé de fonctions ministérielles.

Hollande n'a été que député et président de région, même s'il fut auprès du premier ministre Lionel Jospin pendant cinq ans à titre de premier secrétaire du PS. Derrière ses airs de collégien blagueur, qui ne passent pas toujours à la télévision, on lui prête aussi une certaine indécision.

Le candidat semble par ailleurs avoir compris que les idées représentées par Arnaud Montebourg sur la «*démondialisation*» ne s'inscrivaient pas seulement dans le traditionnel débat droite-gauche.

En acceptant de défendre un certain protectionnisme européen, Hollande sait qu'il peut rejoindre non seulement les partisans de Montebourg, mais aussi des électeurs de droite comme ceux de Nicolas Dupont-Aignan, de Nicolas Sarkozy et même du Front national de Marine Le Pen.

Le vote en faveur de François Hollande se recrute d'ailleurs en partie dans certaines banlieues populaires et quelques zones rurales alors que celui de Martine Aubry est nettement concentré chez les jeunes professionnels et dans le centre des grandes agglomérations.

Péril de fin de campagne

Exaspéré par la place accordée à cette primaire par les médias, le parti de la majorité (UMP) a soudainement décidé cette semaine d'organiser dès la semaine prochaine une convention extraordinaire. C'est que les politologues sont presque tous d'accord. Ces élections primaires ont représenté un véritable succès pour les socialistes et la démocratie. Jusqu'à maintenant du moins.

Car le ton plus agressif des derniers jours fait craindre une embardée de dernière minute qui pourrait tout compromettre. L'éditorialiste du *Nouvel Observateur* Laurent Joffrin dénonçait hier un comportement «*parfaitement irresponsable*» de certains qui «*devient avec chaque heure qui passe plus acerbe et plus violent*».

Si tel devait être le cas, il s'agirait d'une fin de campagne particulièrement dramatique pour un candidat qui mise sur le rassemblement. Tel est en effet le pari de François Hollande, qui dit vouloir redonner à la France un président «*normal*» et réconcilier un pays mis à mal par la stratégie de guerre civile menée depuis cinq ans par un hyperprésident. La suite dimanche soir...

Correspondant du Devoir à Paris



PHOTOS REUTERS

François Hollande (en haut) et Martine Aubry doivent se méfier des dérapages de dernière minute.

«La primaire ne signifie pas la fin des partis, mais leur mutation»

À la lumière de l'expérience italienne, Marc Lazar analyse les conséquences de la primaire socialiste en France, une première dans l'Hexagone. Son introduction dans la péninsule à partir de 2005, pour investir Romano Prodi comme candidat du centre gauche face à Silvio Berlusconi, a fait tache d'huile pour les autres types de scrutin (municipal, régional, etc.) et a profondément changé la manière de faire de la politique. Marc Lazar a notamment publié *L'Italie contemporaine, de 1945 à nos jours* (Fayard).

Le succès de la primaire du Parti socialiste a-t-il créé une situation irréversible?

Irréversible, je ne sais pas, mais la primaire, qui constitue déjà un phénomène marquant en Italie, le sera aussi sans doute toujours plus en France. Malgré leurs différences notables, ces deux pays ont aussi d'évidents points communs, connaissant notamment l'un et l'autre une crise de la représentation et de la démocratie. D'où la soif de participation et d'action montrée par une partie du corps électoral, qui se reconnaît dans la gauche et explique le succès de la primaire. Il est néanmoins difficile de comparer telles quelles les données.

En France, il y a eu 2,5 millions de votants à la primaire socialiste. Quelque 4,3 millions d'Italiens avaient participé en 2005 à la primaire qui avait confirmé Romano Prodi comme le candidat de l'ensemble du centre gauche face à

Silvio Berlusconi. Mais cette participation sensiblement plus importante tient aussi à l'héritage de partis tels que le Parti communiste italien (PCI) ou la Démocratie chrétienne (DC) qui, à la différence de la France, étaient de vrais partis de masse.

D'autres scrutins que la présidentielle pourraient-ils faire l'objet de primaires?

Après le succès de cette première consultation, il me semble que l'on peut arriver, comme en Italie, à une généralisation du phénomène. Comment le PS pourrait-il désormais refuser d'organiser une primaire pour désigner le candidat à la mairie ou aux conseils régionaux? Plusieurs centaines de primaires ont été organisées en Italie depuis 2005, aussi bien dans les municipalités que dans les régions. [...] La loi électorale italienne, avec ses listes bloquées pour les législatives, empêche qu'il y ait des primaires pour les candidats à la députation, mais en France, avec les collèges uninominaux, la question pourrait se poser.

D'où le problème, déjà discuté en Italie et qui sera probablement bientôt en France, de sortir de l'actuel vide juridique avec une loi-cadre fixant les modalités du vote, l'accès aux médias, etc., pour les partis souhaitant organiser des primaires.

VOIR PAGE B 3: PRIMAIRE

PERSPECTIVES

Accord Israël-Hamas

Derrière la libération de Gilad Shalit

CLAUDE LÉVESQUE

Un pour mille. C'est ce rapport qui frappe. L'État d'Israël accepte de libérer un millier de prisonniers palestiniens en échange du soldat franco-israélien Gilad Shalit, détenu à Gaza depuis plus de cinq ans par le mouvement islamiste Hamas.

Ce dénouement spectaculaire réjouit probablement autant la famille Shalit et ses amis qu'il révolte les proches des victimes israéliennes des activistes appelés à retrouver leur liberté. Ce geste, qui ressemble presque à une reddition, surprend de la part d'un gouvernement israélien si peu porté aux concessions dans ses rapports avec l'Autorité palestinienne ou avec quiconque essaie de faire débouler les négociations entre ces deux parties.

Il survient alors que ce gouvernement de droite est confronté à une grogne populaire causée par la vie chère et à un isolement diplomatique presque complet dans les dossiers interreliés des colonies de peuplement en territoire occupé et de l'adhésion de la Palestine aux Nations unies. Dans la bande de Gaza, le Hamas, au pouvoir depuis janvier 2006, est en perte de vitesse devant le Fatah de Mahmoud Abbas, surtout depuis la prestation remarquée de ce dernier au siège de l'ONU.

Gilad Shalit possède la double citoyenneté israélienne et française. Nicolas Sarkozy a tenté à plusieurs reprises d'obtenir sa libération, comme il était intervenu en faveur d'Ingrid Betancourt qui a la double citoyenneté colombienne et française. La cause de Gilad Shalit a mobilisé en France plusieurs personnalités médiatiques, dont Patrick Bruel, Gad Elmaleh et Bernard-Henri Lévy.

C'est un jeune homme de 19 ans récemment appelé sous les drapeaux qui a été kidnappé



Les Palestiniens ont accueilli avec joie l'accord de cette semaine.

MOHAMMED SALEM REUTERS

par un commando du Hamas en juin 2006 près de la bande de Gaza, dont Tsahal s'était retiré de droite menée pas Benjamin Nétanyahou. Jusqu'à l'entente conclue cette semaine.

Il faut dire que M. Nétanyahou avait promis en campagne électorale de faire libérer Gilad Shalit. Et il ne faut pas oublier que l'État d'Israël se fait un point d'honneur de rapatrier tous ses soldats qui ont le malheur d'être faits prisonniers par l'ennemi, quitte à payer parfois le prix fort. De nombreux échanges de détenus jalonnent l'histoire de l'État juif, les termes ne lui étant pas toujours favorables.

Le Hamas, qui subit les pressions des familles des prisonniers retenus en Israël, a fait un certain nombre de concessions. Sur le millier de Palestiniens qui retrouveront leur liberté, plusieurs seront privés du droit d'aller en Cisjordanie même s'ils en sont originaires. Ils devront croupir dans la bande de Gaza ou trouver asile à l'étranger.

La France et l'Allemagne sont intervenues dans le dossier, mais c'est l'Égypte qui s'est imposée comme principale médiatrice, soucieuse de ne pas laisser le champ libre à la Syrie, réputée proche du Hamas et déjà sollicitée par Nicolas Sarkozy en 2008.

On sait que les autorités israéliennes ne voient pas d'un très bon œil le printemps arabe, qu'elles soupçonnent d'être inspiré par la mouvance islamiste. Le gouvernement Nétanyahou ne cache pas qu'il a décidé de profiter des bons offices de l'Égypte avant qu'ils ne cessent d'être disponibles à la suite d'un changement de régime. «Il est fort possible que cette occasion unique disparaisse indéfiniment et que nous ne soyons plus jamais capables de ramener Gilad à la maison», a dit Benjamin Nétanyahou mardi.

On explique aussi l'entente par le fait que les chefs des services de sécurité israéliens se sont tous mis d'accord pour une fois. S'il faut en croire les autorités israéliennes, ils en sont arrivés à la conclusion que «mille terroristes de plus dans la bande de Gaza», ce ne serait pas si grave puisqu'à leur avis ce territoire en compte déjà des légions.

«Je me suis farouchement opposé à cet accord pendant cinq ans, je refuse qu'on relâche des terroristes et des meurtriers», a déclaré au journal *Yediot Aharonot* un Israélien dont le fils est mort dans un attentat contre un autobus à Haïfa en 2003. On assiste en Israël à un vif débat sur les termes de l'échange de prisonniers. D'un côté, on a du mal à accepter la libération d'activistes dont plusieurs ont effectivement du sang sur les mains. Céder aux exigences de départ des ravisseurs du soldat Shalit ne revient-il pas à encourager de nouvelles prises d'otages? se demande-t-on. Surtout que c'est précisément ce que certains membres des brigades al-Qasam, la branche armée du Hamas, ont promis de faire.

D'autres Israéliens croient en revanche que l'honneur de l'État juif se trouve rehaussé par cet accord qui, aussi mauvais soit-il, lui permet de sauver et de rapatrier un de ses fils. On garde à l'esprit la mort d'un aviateur qui avait été capturé au Liban en 1987.

Pour le Hamas, l'accord est du pain béni. Il permet en effet au mouvement islamiste de ravir une partie de la popularité grandissante du président Mahmoud Abbas, accueilli en héros à son retour de New York le mois dernier. Officiellement, les deux camps se sont néanmoins félicités de la tournure des événements. En principe, ils devraient mettre fin à leur vieille querelle conformément à un accord signé en mai, sous les auspices de l'Égypte également.

terêts nationaux bien compris, le printemps arabe a plus largement redessiné les équilibres régionaux. Avec les renversements successifs de Zine El-Abidine Ben Ali, de Hosni Moubarak et de Mouammar al-Kadhafi, Ankara et Téhéran ont pris conscience qu'un espace s'ouvrait à elles pour assooir leur suprématie sur la scène moyen-orientale. Et chacune tente, à sa manière, de faire fructifier ses atouts.

De ce point de vue, la Turquie, qui rejette toute velléité néo-ottomaniste, a aujourd'hui plusieurs longueurs d'avance.

«Elle peut s'appuyer sur son système pluraliste, son islam politique maîtrisé et «tolérant» et ses succès économiques [11 % de croissance au premier trimestre 2011]. Elle dispose aussi d'instances publiques [TIKA, l'Agence turque de coopération et de développement] ou privées [confréries, associations d'entrepreneurs, think tanks] de coopération économique et culturelle très actives, qui jouent un rôle de «soft power» au niveau de sa politique étrangère», argumente Jean Marcou, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul (IFEA) et codirecteur du blogue de l'Observatoire de la vie politique turque (Ovipot).

«L'Iran, lui, peut difficilement mettre en exergue sa révolution islamique, qui a plus de 30 ans et fait

l'objet d'une contestation interne. Si le modèle turc n'est pas parfait et souffre en particulier d'un certain nombre de tares récurrentes, dont la non-résolution de la question kurde, il est plus séduisant que le système iranien»

Profondément déstabilisé dans son ambition d'incarner le modèle dominant au sein d'un Proche et Moyen-Orient battu par des vents diplomatiques contraires et violents, l'Iran voit d'un très mauvais œil l'activisme géopolitique de la Turquie. La tournée de Recep Tayyip Erdoğan à la mi-septembre en Égypte, en Tunisie et en Libye en a apporté la preuve.

Téhéran n'a guère goûté le fait qu'Ankara se réapproprie, à son avantage, une rhétorique anti-israélienne qu'elle estimait être son apanage. L'appel du chef de l'AKP aux pays arabes visités à suivre l'exemple turc, présenté comme un mélange harmonieux d'islamo-conservatisme et de démocratie, a également fait grincer des dents.

Pour autant, une rupture est-elle envisageable entre les deux États? Cela est peu probable, car ils partagent des liens économiques très étroits. Depuis 2001 et jusqu'en 2008, le commerce bilatéral n'a cessé de croître. L'année dernière, après une année 2009 marquée par une chute brutale liée à la crise financière mondiale, il a connu un fort rebond pour atteindre 10,6 milliards de dollars, un record. A cela s'ajoutent également des intérêts convergents: éviter l'indépendance des Kurdes (ils sont de 13 à 15 millions en Turquie, de 5 à 6 millions en Iran) et préserver l'unité de l'Irak. Ce qui fait dire à Jean Marcou que la relation bilatérale «va se stabiliser dans la méfiance réciproque», faisant la part belle à une sorte d'entre-deux. Ni amis ni ennemis...

Au-delà de ces postures divergentes, motivées par des in-

MOYEN-ORIENT

Sourde bataille pour l'hégémonie régionale

L'Iran et la Turquie sont devenus des rivaux à la faveur des bouleversements sociaux et politiques

AYMERIC JANIER

Ce sont deux nations unies par les fils invisibles de l'histoire, deux nations qui, l'une comme l'autre, portent dans leurs gènes l'héritage d'un empire. Malgré cette proximité, l'Iran et la Turquie ont toujours entretenu des liens complexes. Une relation qui s'est teintée récemment d'une rivalité exacerbée, à la faveur des bouleversements sociaux et politiques qui balaient le Moyen-Orient.

Depuis deux ans, pourtant, les deux pays n'avaient jamais paru aussi proches. Fin octobre 2009, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, faisant fi des pressions occidentales, avait ainsi qualifié le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, «d'ami». Et en mai 2010, son pays avait lancé, de concert avec le Brésil, une mission de bons offices destinée à régler l'épineuse question du nucléaire iranien — sans succès durable toutefois.

En outre, «l'amitié et la fraternité ont souvent occupé une place centrale dans le discours des dirigeants des deux États», souligne Emel Parlar Dal, chercheuse en sciences politiques et en relations internationales à l'Université Marmara d'Istanbul.

Les révoltes arabes qui ont éclaté en décembre 2010 ont profondément rebattu les cartes. Relativement timide lors des prémices de ce vaste mouvement d'émancipation populaire, l'antagonisme turco-iranien s'est amplifié au fil des semaines. La première faille est apparue en mars, au moment de l'intervention militaire saoudienne au Bahreïn. Une opération menée sous le couvert du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et censée officiellement restaurer le calme dans le modeste royaume sunnite, alors en proie à de violentes manifestations antigouvernementales. À l'inverse de la Turquie, qui s'est contentée d'un silence prudent pour ne pas froisser les pays membres du CCG, l'Iran a exprimé sans ambages sa très vive irritation, convaincu d'un complot ourdi pour soumettre par la force ses «frères» chiïtes (environ 70 % de la population).

Pomme de discorde

Par la suite, c'est surtout sur le dossier syrien que se sont cristallisées — et se cristallisent encore — les tensions bilatérales. Engagée, comme l'Iran, auprès de Damas, la Turquie a fini par désavouer Bachar al-Assad lorsque le prix politique de ce soutien est devenu trop lourd à porter. Non sans l'avoir, au préalable, exhorté à mettre un terme à toute effusion de sang contre la population civile. Les autorités turques ont craint que la répression sanglante perpétrée chez son voisin ne «déborde» sur son propre territoire.

L'Iran n'a pas eu de tels scrupules. Trop effrayé à l'idée de perdre son principal allié dans le monde arabe, le régime des mollahs l'a défendu avec verve, contre vents et marées, fût-ce au prix de quelques menaces voilées contre la Turquie. Ainsi, le conseiller militaire du guide suprême, Ali Khamenei, le major général Yahya Rahim-Safavi, a-t-il estimé que «le comportement des dirigeants turcs envers la Syrie et l'Iran n'était pas correct et servait les objectifs des États-Unis». «Si la Turquie ne se départ pas de cette attitude politique «non conventionnelle», elle va non seulement s'aliéner ses propres citoyens, mais aussi pousser les pays environnants, notamment la Syrie, l'Irak et l'Iran, à reconsidérer la nature de leurs liens politiques avec elle», a-t-il lancé.

Au-delà de ces postures divergentes, motivées par des in-

terêts nationaux bien compris, le printemps arabe a plus largement redessiné les équilibres régionaux. Avec les renversements successifs de Zine El-Abidine Ben Ali, de Hosni Moubarak et de Mouammar al-Kadhafi, Ankara et Téhéran ont pris conscience qu'un espace s'ouvrait à elles pour assooir leur suprématie sur la scène moyen-orientale. Et chacune tente, à sa manière, de faire fructifier ses atouts.

Modèles contradictoires

De ce point de vue, la Turquie, qui rejette toute velléité néo-ottomaniste, a aujourd'hui plusieurs longueurs d'avance.

«Elle peut s'appuyer sur son système pluraliste, son islam politique maîtrisé et «tolérant» et ses succès économiques [11 % de croissance au premier trimestre 2011]. Elle dispose aussi d'instances publiques [TIKA, l'Agence turque de coopération et de développement] ou privées [confréries, associations d'entrepreneurs, think tanks] de coopération économique et culturelle très actives, qui jouent un rôle de «soft power» au niveau de sa politique étrangère», argumente Jean Marcou, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul (IFEA) et codirecteur du blogue de l'Observatoire de la vie politique turque (Ovipot).

«L'Iran, lui, peut difficilement mettre en exergue sa révolution islamique, qui a plus de 30 ans et fait

l'objet d'une contestation interne. Si le modèle turc n'est pas parfait et souffre en particulier d'un certain nombre de tares récurrentes, dont la non-résolution de la question kurde, il est plus séduisant que le système iranien pour les peuples arabes en révolte», analyse-t-il. Un point de vue corroboré par Emel Parlar Dal, pour qui l'ascendant de la Turquie est d'autant plus marqué que cette dernière jouit en comparaison du soutien de l'Occident, notamment des États-Unis.

Profondément déstabilisé dans son ambition d'incarner le modèle dominant au sein d'un Proche et Moyen-Orient battu par des vents diplomatiques contraires et violents, l'Iran voit d'un très mauvais œil l'activisme géopolitique de la Turquie. La tournée de Recep Tayyip Erdoğan à la mi-septembre en Égypte, en Tunisie et en Libye en a apporté la preuve.

Téhéran n'a guère goûté le fait qu'Ankara se réapproprie, à son avantage, une rhétorique anti-israélienne qu'elle estimait être son apanage. L'appel du chef de l'AKP aux pays arabes visités à suivre l'exemple turc, présenté comme un mélange harmonieux d'islamo-conservatisme et de démocratie, a également fait grincer des dents.

Pour autant, une rupture est-elle envisageable entre les deux États? Cela est peu probable, car ils partagent des liens économiques très étroits. Depuis 2001 et jusqu'en 2008, le commerce bilatéral n'a cessé de croître. L'année dernière, après une année 2009 marquée par une chute brutale liée à la crise financière mondiale, il a connu un fort rebond pour atteindre 10,6 milliards de dollars, un record. A cela s'ajoutent également des intérêts convergents: éviter l'indépendance des Kurdes (ils sont de 13 à 15 millions en Turquie, de 5 à 6 millions en Iran) et préserver l'unité de l'Irak. Ce qui fait dire à Jean Marcou que la relation bilatérale «va se stabiliser dans la méfiance réciproque», faisant la part belle à une sorte d'entre-deux. Ni amis ni ennemis...

Au-delà de ces postures divergentes, motivées par des in-

CONFÉRENCE

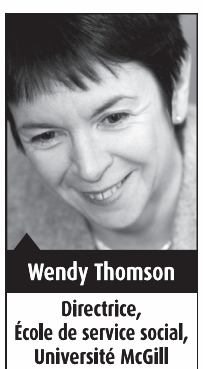
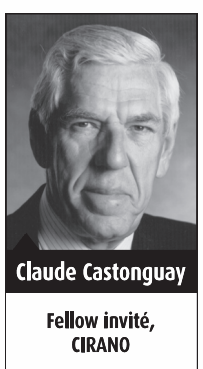
La santé, notre affaire à tous.

2 et 3 novembre à Montréal

• Diagnostic de notre système de santé •

Prévention • Viabilité du système public • Gouvernance

Plusieurs gouvernements dans le monde sont aux prises avec une croissance des dépenses de santé plus rapide que celle de leur économie, le Québec n'y fait pas exception.

Philippe Couillard
Conseiller stratégique,
SECORLyse Brunet
Directrice générale,
Avenir d'enfantsGil Rémillard
Avocat-conseil,
Fraser Milner Casgrain
S.E.N.C.R.L.Wendy Thomson
Directrice,
École de service social,
Université McGillClaude Castonguay
Fellow invité,
CIRANO

Ainsi que :

Christian Paire, Marie-France Raynault,
Claude Montmarquette, Michel Venne, Hartley S. Stern,
et d'autres conférenciers et chercheurs du Canada,
du Danemark, des États-Unis et de l'OCDE.

Pour vous inscrire :
sante-conference.ca
Tarif avantageux
pour les étudiants

Animation :
Marie-Claude Lavallée
animatrice à RDI santé

Conférence organisée par :

En partenariat avec :



PERSPECTIVES

Projet de loi contre les trafiquants d'humains

La révolution conservatrice de l'immigration

Le pouvoir politique veut s'arroger le droit d'écarter certains réfugiés

Il aura suffi de l'arrivée-surprise sur les rives de Vancouver d'un bateau transportant à son bord près de 500 Sri Lankais, à l'été 2010, pour que le gouvernement de Stephen Harper dépose un projet de loi pour sévir contre les passeurs de migrants clandestins. Mais de l'avis des groupes de défense des réfugiés, la proposition législative ne punirait pas les trafiquants ainsi qu'elle le prétend, mais plutôt les demandeurs d'asile eux-mêmes. Et au moyen de mesures qui iraient à l'encontre des droits canadiens et internationaux.

MARIE VASTEL

Ottawa — La loi visant à empêcher les passeurs d'utiliser abusivement le système d'immigration canadien est jusqu'ici passée presque inaperçue, ayant été déposée à la mi-juin, à la veille de la relâche estivale au Parlement. Mais cette proposition des conservateurs, si elle est adoptée telle que rédigée, pourrait créer une petite révolution dans le domaine de l'immigration, car elle propose des mesures sans précédent en accordant au pouvoir politique le droit d'écarter certains réfugiés *non grata* et de les mettre en prison le temps de vérifier leur identité.

Le projet de loi C-4 s'était attiré une foule de critiques lors de son premier dépôt, à l'automne 2010 (il est mort au feuillement lors du déclenchement de la dernière élection). Avec une proposition identique, qui pourrait aller en comité dans les prochaines semaines, s'ensuit un nouveau concert de reproches.

Malgré la majorité des conservateurs au Parlement, l'adoption du projet de loi C-4 ne se fera pas sans bataille puisque des groupes de défense des réfugiés se préparent à montrer les failles d'une loi qui vise à contrer, selon eux, de manière inconstitutionnelle, une menace qui n'en est pas une. Les arrivées massives par bateau sont rares et un débarquement de 500 réfugiés comme en 2010 ne représente qu'une minime portion des 15 000 demandeurs d'asile accueillis cette même année par le Canada.

« Dans la réalité, sur le nombre de demandeurs de réfugiés, c'est vraiment une goutte d'eau dans l'océan », souligne Chantal Arsenault, présidente sortante de la section de l'immigration à l'Association du Barreau canadien.

Deux classes

Premier bémol au projet de loi selon les regroupements qui représentent les réfugiés: un pouvoir discrétionnaire qui permet au ministre de créer deux classes de réfugiés en instaurant une toute nouvelle catégorie de demandeurs d'asile; un migrant qui arriverait au pays lors d'une « arrivée irrégulière » pourrait être répertorié comme un « étranger désigné ». Cette classification, c'est le ministre de l'Immigration qui s'en charge, en vertu d'une loi qui ne définit pas les critères sur lesquels il se baserait pour ce faire.

Ce pouvoir est bien trop aléatoire, de l'avis des regroupements de défense des réfugiés. D'autant plus que cette nouvelle classe de demandeurs d'asile subirait un sort bien plus sévère que ceux qui échappent à la hache du ministre. Car l'étranger désigné écoperait d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre 12 mois, sans que son dossier puisse être révisé entre-temps. Un sort qui serait imposé aux adultes comme aux enfants. Les réfugiés devraient ensuite attendre cinq ans avant de pouvoir demander le statut de résident permanent et de pouvoir parrainer des membres de leur famille pour les faire venir au pays.

« Il est très dangereux de dire qu'il y a des règles beaucoup, beaucoup plus strictes qui s'appliquent aux personnes simplement parce que le ministre décide de la sorte. [...] Il n'y a rien qui empêche le ministre de se lever le matin et de dire: "Ce groupe-là, je ne l'aime pas, donc je le désigne", s'indigne la directrice du Conseil canadien pour les réfugiés, Janet Dench.

Non seulement le C-4 est-il « inhumain », selon ses opposants, il contreviendrait en outre à la Charte canadienne des droits et libertés en imposant une détention d'un an sans possibilité de révision pour le détenu. Résultat: il risque fortement d'être contesté un jour devant les tribunaux, préviennent les associations d'avocats œuvrant en droit de l'immigration au pays.

« Le message envoyé est très, très fort: il indique qu'on n'est plus le pays qui s'efforce de respecter les



ANDY CLARK REUTERS

Le projet de loi C-4 contreviendrait en outre à la Charte canadienne des droits et libertés.

droits des réfugiés. En fait, on va proclamer haut et fort qu'on a l'intention de violer les droits des réfugiés», dénonce Mme Dench en notant qu'une détention obligatoire engendrerait forcément des coûts supplémentaires pour le système de justice canadien.

Et le projet de loi enfreindrait de surcroît les conventions internationales auxquelles a adhéré le Canada et qui visent à protéger les réfugiés, accusent ses opposants. « Vous ne pouvez pas dire d'un côté et défaire de l'autre », dénonce Béatrice Vaugrante, d'Amnistie internationale.

Conception déficiente

D'un point de vue légal, le projet de loi des conservateurs serait carrément mal conçu et le gouvernement devrait « retourner à la table à dessin ». Car, outre ces potentielles infractions au droit canadien et international, le libellé de C-4 est trop vague. S'il prétend répondre à une menace d'arrivées massives de réfugiés par bateau, le projet de loi ne précise pas le moyen de transport emprunté pour une « arrivée irrégulière », ni la taille de ce qui pourrait être considéré comme un groupe menaçant le système d'immigration canadien. La loi pourrait donc permettre l'arrestation d'une famille de quatre personnes arrivant par voie terrestre des États-Unis, craignent les regroupements.

« Ce qui nous inquiète, c'est le manque de précision. Quel est l'objectif qu'on veut atteindre et pourquoi va-t-on ratifier si large dans la façon dont il est libellé? », questionne M^e Arsenault.

L'objectif est de dissuader les réfugiés de venir au Canada par des moyens illégaux en les menaçant de peines sévères, rétorquent les conservateurs. Dans une lettre ouverte dans le *National Post* publiée fin septembre, le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, a argué que son projet de loi enverrait « le message dans le monde que le Canada ne sera plus la porte d'entrée de la planète », défendant l'idée que « la détention humaine et temporaire » des réfugiés qu'il pourrait mettre à l'écart était « la seule approche raisonnable et responsable ».

Les regroupements d'aide aux réfugiés sont cependant catégoriques: les demandeurs d'asile ne seront pas découragés par des lois plus

sévères, puisqu'ils ne savent que rarement dans quel pays ils seront débarqués au terme de leur périple et encore moins les règles qui y prévalent — qui sont dans ce cas-ci aléatoires et donc d'autant plus impossibles à prévoir pour ces demandeurs d'asile.

Non viable

« On n'arrivera pas à fermer hermétiquement l'accès aux pays occidentaux. Ce n'est pas une solution viable à long terme », tranche Stephan Reichhold, de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes.

De l'avis des défenseurs des réfugiés, le Canada n'avait pas besoin d'une telle loi puisque la Loi sur l'immigration sévit déjà contre les entrées illégales au pays en prévoyant des peines allant jusqu'à une amende d'un million de dollars ainsi qu'un emprisonnement à perpétuité.

Et lorsque la population aura réellement pris connaissance du projet de loi C-4, il ne fait aucun doute qu'elle s'y opposera, soutient Noa Mendelsohn Aviv, de l'Association canadienne des libertés civiles. « Je pense que si les Canadiens savaient vraiment ce que cette loi va faire à des personnes innocentes, vulnérables et traumatisées, ils seraient outrés », argue-t-elle.

Voilà donc le travail qu'entreprendront les groupes de défense des droits des réfugiés dans les semaines à venir, œuvrant pour convaincre à la fois la population de s'y opposer elle aussi et le gouvernement de renoncer à son projet de loi. Celui-ci devrait passer à l'étude bientôt en comité, où les regroupements souhaitent aller exprimer leurs critiques et leurs craintes. Mais compte tenu de l'attitude des conservateurs quant à leur projet de loi omnibus en justice criminelle, pour lequel ils ont laissé entendre qu'ils précipiteraient l'étude en comité, reste à voir si les regroupements seront invités et entendus. Parce qu'avec leur majorité, les troupes de Stephen Harper pourraient, si elles le désirent, adopter sans amendement leur projet de loi.

Le Devoir

Choisir ses ennemis



MICHEL DAVID

Plusieurs au Parti québécois ont sursauté en lisant une dépêche de l'agence QMI selon laquelle leur parti voulait « faire la peau » à Amir Khadir aux prochaines élections.

Il y a en effet au sein du caucus péquiste, particulièrement dans la garde rapprochée de Pauline Marois, une aile plus conservatrice qui voit en lui une incarnation du diable et le grand responsable de la crise provoquée par le projet de loi 204 sur l'amphithéâtre de Québec. On peut comprendre que sa grande visibilité en agace plus d'un, mais la jalousie est mauvaise conseillère.

D'autres, d'orientation plus progressiste, sont plutôt d'avis que le PQ a tout intérêt à se rapprocher de Québec solidaire. Le comité présidé par Monique Richard, qui doit faire le tri des diverses suggestions visant à « faire de la politique autrement » d'ici le conseil national de la fin de novembre, a même été saisi d'une proposition en ce sens.

Il est cependant loin d'être assuré que les délégués auront le loisir d'en débattre. Le comité Richard pourrait très bien décider de renvoyer cette proposition au caucus des députés, où elle risque fort d'être tuée dans l'œuf.

Les démissions de juin dernier compliquent encore les choses, dans la mesure où il serait impensable de tendre la main à QS sans la tendre aussi aux brebis égarées. Or certains ne veulent pas en entendre parler. Les démissionnaires sont maintenant considérés comme des putschistes qui voulaient la tête de Mme Marois.

Remarque, l'opposition à une éventuelle alliance est tout aussi féroce au sein de QS, où plusieurs voient les péquistes comme une bande de capitalistes, à peine plus fréquentables que les libéraux. Chacun a ses « purs et durs ».

Il faut cependant savoir choisir ses ennemis. Sur le plan électoral, c'est le futur parti de François Legault qui constitue la grande menace pour le PQ. La perte d'une circonscription aussi symbolique que Mercier a fait mal, mais ce n'est rien en comparaison de la razzia que M. Legault pourrait faire dans les circonscriptions actuellement détenues par le PQ.

L'ancien ministre péquiste est également celui dont le discours, axé sur la nécessité de s'occuper des « vrais problèmes » plutôt que de l'insoluble question nationale, est le plus démobilisateur d'un point de vue souverainiste. Il est vrai que la priorité de QS va aux questions socioéconomiques, mais la souveraineté n'est pas évacuée pour autant.

De toute manière, le PQ n'a plus d'autre choix que de se camper du côté progressiste. En 2007, Mme Marois souhaitait « moderniser » la social-démocratie pour récupérer les électeurs perdus à l'ADQ, mais elle a tellement tergiversé que M. Legault a fini par occuper le terrain.

Pour bien des péquistes, il est sans doute difficile d'accepter qu'un axe gauche-droite puisse prendre le pas, au moins temporairement, sur la traditionnelle dichotomie entre souverainistes et fédéralistes.

Depuis sa fondation, le PQ s'est toujours voulu une coalition où pourraient cohabiter des éléments de gauche et de droite, unis dans une même quête de la souveraineté. Encore faut-il qu'ils voient la lumière au bout du tunnel. Sans référendum à l'horizon, la coalition ne peut qu'éclater.

En 2005, Pauline Marois s'était elle-même dite favorable à un pacte de non-agression entre les divers partis souverainistes, en vertu duquel le PQ aurait pu renoncer à présenter des candidats dans certaines circonscriptions. André Boisclair avait cependant coupé court à toute discussion.

Devenue chef, Mme Marois avait relancé l'idée. Il fallait « mettre les intérêts partisans et immédiats de côté pour se mobiliser derrière l'objectif », expliquait-elle. En mai 2008, elle suggérait d'élaborer une « plateforme commune » avec QS et le nouveau Parti indépendantiste (PI), mais il n'était plus question que le PQ renonce à présenter des candidats dans les 125 circonscriptions.

Aux élections de décembre 2008, le PQ a retrouvé son statut d'opposition officielle et il est vite apparu que la probabilité d'un quatrième mandat libéral était très faible. Dès lors, pourquoi s'embarasser d'alliés dont on pouvait très bien se passer? Après ce qui est arrivé au Bloc québécois le 2 mai dernier, la question n'est plus du tout la même. Le PQ peut-il se passer d'alliés?

Le départ de Louise Beaudoin, qui ne se représentera pas dans Rosemont, offre une occasion en or de faire un premier pas. Nicolas Girard n'acceptera certainement pas de s'effacer pour faire élire Françoise David dans Gouin. Pourquoi ne pas lui laisser le champ libre dans Rosemont, où elle réside? Ce serait beaucoup mieux pour l'un et l'autre.

Le PQ pourrait bénéficier d'une éventuelle alliance ailleurs. La défaite de Gilles Duceppe dans Laurier-Sainte-Marie fait paraître bien fragile la majorité de 3646 voix obtenue par Martin Lemay dans Sainte-Marie-Saint-Jacques. Les 3051 voix recueillies en décembre 2008 par la candidate de QS, Manon Massé, pourraient lui être très utiles.

Même dans une circonscription comme Crémazie, où le candidat de QS, André Frappier, avait recueilli seulement 5,6 % des suffrages exprimés, la majorité de Lisette Lapointe était inférieure à ses 1627 voix.

PRIMAIRE

SUIITE DE LA PAGE B 1

Une victoire à la primaire est-elle une assurance pour gagner ensuite le scrutin?

La primaire n'est pas une panacée. Elle permet d'enclencher une réelle dynamique politique, mais elle n'est pas une garantie de victoire. Malgré son succès auprès de l'électorat du centre gauche en 2005, Romano Prodi n'arrivera finalement, un an plus tard, qu'à battre d'une très courte tête Silvio Berlusconi — à peine quelques dizaines de milliers de voix. Et lors des dernières élections de 2008, Walter Veltroni a perdu.

Un succès à la primaire reste néanmoins un atout?

C'est particulièrement évident en Italie pour les élections municipales. Le cas de Milan est riche d'enseignements pour la France. En novembre 2010 sont organisées dans la grande ville du nord de l'Italie des primaires de coalition, c'est-à-dire non pas seulement du Partito democratico, mais pour toute la gauche et le centre gauche. Contre toute attente, le candidat le plus

radical, Giuseppe Pisapia, bat le candidat officiel du PD Stefano Boeri. La plupart des commentateurs estiment alors que ce cap trop à gauche va permettre une victoire de la droite dans une ville réputée très « berlusconienne ». Or, à la surprise générale, Giuseppe Pisapia l'emporte largement. Cela a été possible parce qu'une fois celui-ci désigné par la primaire, toutes les forces du centre gauche se sont unies derrière lui, à commencer par son rival malheureux. Et aussi parce que la gauche a fait un travail de terrain et de fond pendant la campagne. Et surtout parce que Giuseppe Pisapia a réussi à s'affirmer comme leader pour tout le centre gauche milanais. Mais une élection milanaise n'est pas une présidentielle française.

La primaire est-elle plus efficace dans un cadre plus large que celui d'un seul parti?

En Italie, le choix entre « primaire de parti » ou « primaire de coalition » se négocie au cas par cas selon le type d'élection au niveau local ou au niveau national. C'est la question qui va probablement maintenant se poser en France. La primaire

doit-elle être pour le seul PS ou sera-t-elle ouverte au Front de gauche, aux verts, au NPA, voire au Modem?

Quelles ont été les conséquences de la primaire? Est-ce la fin du parti de militants?

Cela fait longtemps qu'il est difficile de qualifier les partis français de partis de militants, comme on l'entendait dans le passé. Mais incontestablement, la primaire, surtout si elle se généralise, signifie, non pas la fin des partis, mais la transformation profonde de leurs fonctions, de leurs modes d'organisation et du rôle imparti à leurs adhérents par rapport aux sympathisants. En Italie, le PD, qui a mis dans ses statuts la primaire, n'a pas constaté une diminution du nombre d'inscrits, mais il est toujours en train de redéfinir, dans la pratique et pas simplement dans les textes, ses prérogatives et les gratifications qui lui sont données. Toute l'articulation entre le parti et la société est à repenser désormais.

Propos recueillis par Marc Semo Libération

m david@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Primaires du PS

Franc succès

L'annonce que le prétendant socialiste à la présidentielle française serait choisi à la faveur d'une primaire fut accueillie avec une forte dose de scepticisme par les commentateurs, et de cynisme par leurs adversaires politiques. À 24 heures de la conclusion de cet exercice, un constat s'impose: la primaire a été un franc succès. Elle a d'ores et déjà ajouté à la qualité démocratique de la vieille France.



SERGE TRUFFAUT

Au-delà de deux millions d'électeurs ont participé au premier tour de la primaire. Les débats télévisés ont obtenu des records d'audience. Six semaines durant, la guerre entre candidats socialistes a fait de l'ombre à une foule de sujets dont les élus de l'UMP étaient les protagonistes. Bref, cette gymnastique électorale a été une réussite. Pourtant, cela n'a pas empêché des bonzes de l'UMP et notamment le premier d'entre eux, Jean-François Copé, de donner des gages à la mauvaise foi politique en se moquant de l'exercice en question. Passons.

La première vertu de cette primaire a été la mise entre parenthèses d'une culture politique empreinte souvent de relents nau-séabonds. On pense bien entendu aux combats que se livraient sans cesse les chefs de courants ou de réseaux, soit les fameux éléphants. On pense à ces combats parfois si mesquins qu'ils s'avéraient surtout profitables aux champions de la droite. Là, pour la première fois dans l'histoire moderne du PS, les héritiers de François Mitterrand ont pu échanger, polémique, avec la sérénité que commande un monde de plus en plus complexe.

Cela étant, cette initiative du PS, ou plutôt les dirigeants de ce dernier ont fabriqué de leurs mains une énorme incongruité. De quoi s'agit-il? Ils ont fait voter le programme qui sera défendu lors de la campagne présidentielle avant la tenue de la primaire. Cette étrangeté, c'est le moins

qu'on puisse dire, a eu pour conséquence que Martine Aubry, François Hollande et deux autres concurrents ont été condamnés à se distinguer en articulant des différences d'autant plus minces qu'ils jouaient la même partition. À une exception: Arnaud Montebourg. Celui-ci a été le seul à prendre ses distances à l'égard d'un programme jugé indifférent à une sensibilité politique rassemblant une cohorte d'individus d'autant plus imposante en nombre qu'elle est née avec la crise financière et économique qui abîme la planète depuis maintenant plus de trois ans. Parce qu'il fut et reste le candidat de la démondialisation, Montebourg s'est distingué avec tant de force qu'il a relégué Ségolène Royal aux politiciens de la deuxième division.

Le score étonnant qui fut le sien (17 %) devrait lui permettre d'insérer dans le programme de la présidentielle certaines idées phares qu'il a avancées. On sait qu'il a décidé d'accorder à Hollande son vote de demain, en prenant soin de préciser qu'il n'entendait pas dicter à ses électeurs de l'imiter. Dans un entretien au journal *Le Monde*, il s'est justifié ainsi: «*Mieux vaut éviter la fragmentation, donner de la force à celui qui est arrivé en tête et soutenir le meilleur rassembleur plutôt que de rester sur mon Avenir.*»

À l'instar de Montebourg, tous les autres participants à la primaire ont apporté leur soutien respectif à Hollande. Tout logiquement, celui-ci devrait être sacré champion des socialistes avant d'entreprendre le combat contre Sarkozy si celui-ci confirme en janvier prochain qu'il entend être de la bataille. En attendant, force est de constater, on le répète, que cet exercice a ajouté de la qualité démocratique en bonifiant l'offre politique proposée aux Français.

Occupons Wall Street

Grand bol d'air

Il y a les protestations ponctuelles contre un événement précis: le déclenchement d'une guerre, des projets nuisibles à l'environnement, des mesures politiques... Le but est clair et l'action se tient dans l'urgence du moment. C'est un modèle connu. À Montréal seulement, il y a 1500 manifestations par année, selon le service de police.

Et il y a le ras-le-bol qui s'exprime un matin, sans tambour ni trompette, et qu'on associe dès lors à un mouvement spontané. Il en est plutôt l'envers: il en faut du temps pour qu'un malaise social ressorte au grand jour! Les germes du mouvement «Occupons Wall Street», dont on attribue la genèse au magazine canadien *Adbusters*, ont été semés dans les années 1990, comme le rappelle aujourd'hui notre journaliste Brian Myles. Une réaction qui s'est d'abord développée à la marge, pour contester l'économisme qui commençait alors à s'afficher et qui est depuis devenu l'unique paradigme de nos sociétés.

Ce modèle éclate maintenant de partout: crise il y a, et les gens protestent. D'un pays à l'autre, d'un manifestant à l'autre, les revendications varient. Mais c'est faire fausse route de se moquer de ces disparités. Ce qui compte, c'est la trame de fond et elle est commune à tous: les gens se sentent dépossédés.

Ce sont les forces de l'argent qui mènent le jeu politique, social, financier et qui pervertissent la démocratie: les spéculateurs qui font chanter l'Europe, les lobbys qui font la pluie et le beau temps à Washington, les spécialistes des magouilles qui se mettent de l'argent plein les poches sans se faire attraper au Québec... Et les institutions ne savent plus contrôler ces profiteurs.

De tout cela, les citoyens en ont marre. Ils réagissent avec cynisme, mais le cynisme est trop moche et lassant pour devenir un nouveau mode du vivre-ensemble. Il faut un jour passer à une autre étape. On y arrive.

On ne sait pas encore comment les Québécois répondront aujourd'hui au mouvement «Occupons Wall Street» qui a cours dans quelque 70 pays. Le chômage ici, particulièrement chez les jeunes, n'atteint pas les mêmes proportions qu'aux États-Unis ou en Europe, et le Canada résiste mieux à la crise qu'ailleurs. L'envie de brasser la cage est dès lors moins irrésistible. Cela peut faire la différence sur la capacité de rassemblement.

Mais il faut voir au-delà de ce samedi et constater qu'en dépit de leur confort personnel, bien des Québécois voient aussi le mur dans lequel nous fonçons et ont décidé de sonner l'alarme. Le film *République* de Hugo Latulippe, présenté ce soir, en est un exemple, l'opération Balai de Génération d'idées qui aura lieu mardi devant l'Assemblée nationale en est un autre. Le cœur de l'enjeu est pour le moment bien simple: on veut de l'air! Celui qui emportera les profiteurs et les gestionnaires à la petite semaine. Celui qui fera circuler au grand jour les idées qui circulent en sous-main.

Ce vent de fraîcheur est nécessaire. Après, il devra toutefois trouver à se poser dans les institutions tant décriées aujourd'hui, notamment ces partis politiques mal-aimés et pourtant indispensables pour concrétiser les changements souhaités plutôt que de seulement en rêver.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

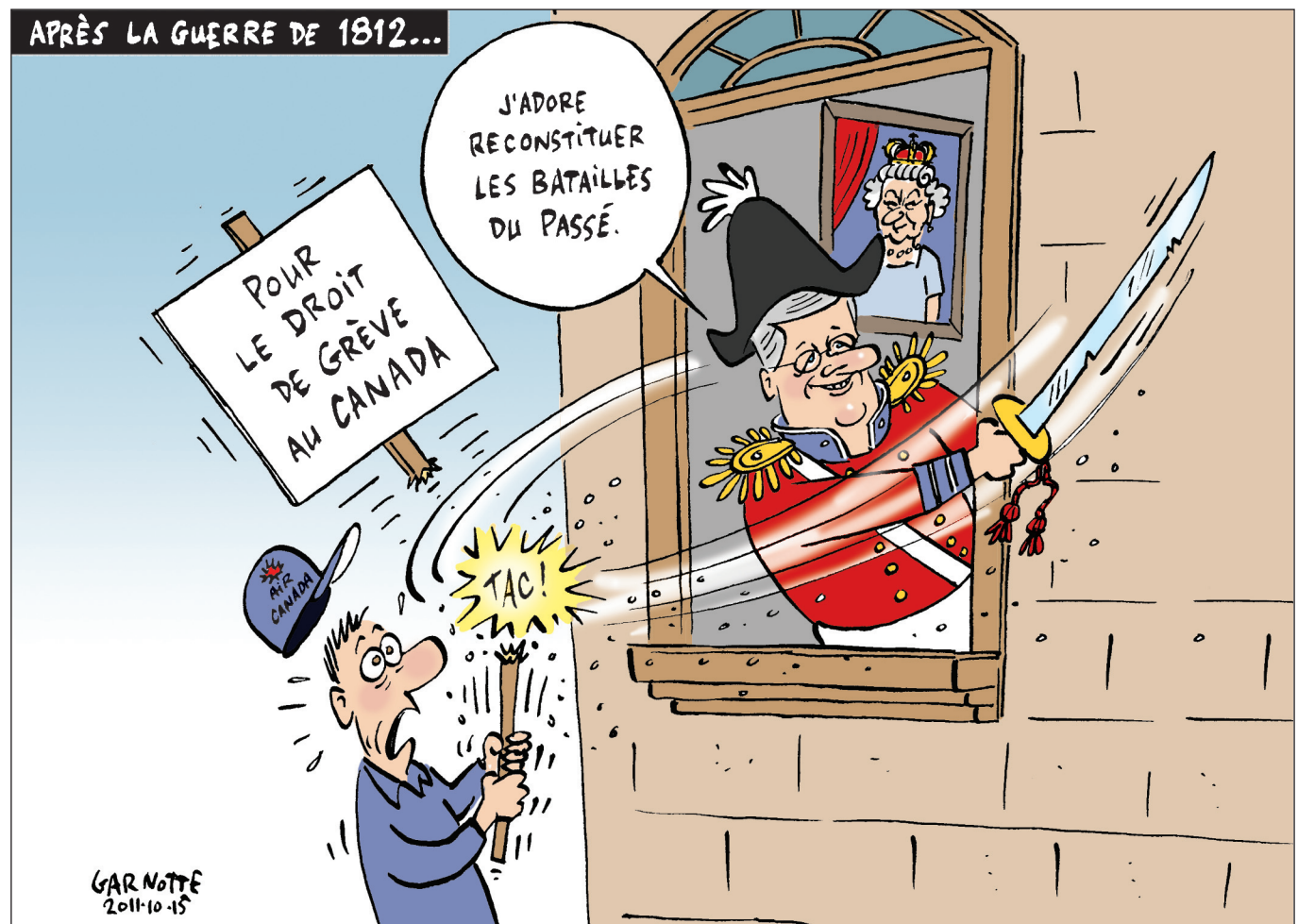
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

La mafia du pétrole

C'est tout simplement scandaleux. La mafia du pétrole continue de voler le peuple sans qu'aucun, mais aucun élu ne réagisse, tous partis confondus. Non seulement ces derniers ne payent pas la gazoline, ils se la font rembourser par des allocations de dépenses.

Si l'on cessait de rembourser les dépenses de carburant des députés, nous aurions droit à un changement d'attitude de leur part. Pour l'instant, ils se comportent non seulement comme des incompetents dans ce dossier, mais comme des lâches. Comme ils font de bons salaires, ils ne se rendent pas compte de l'inflation qui s'ensuit, principalement dans le panier d'épicerie. Il y a quelques mois à peine, lorsque le baril de pétrole descendait en bas de 100 \$, le litre à la pompe descendait aussi en bas du dollar; ce n'est plus le cas, ça fait trois mois que le baril se tient autour de 80 \$. Mais comme par hasard, le litre se maintient autour de 1,30 \$ et continue d'augmenter.

Et vous vous demandez pourquoi la population est sceptique devant les politiciens? C'est simple: le peuple comprend de plus en plus qu'il est représenté par des profiteurs incompetents et lâches.

Fernand Turbide
Le 13 octobre 2011

La prostitution légalisée, un bienfait?

Un reportage dans le journal *The Age* d'Australie fait état de l'explosion du trafic humain, de l'esclavage sexuel et du crime organisé dans les provinces de Victoria et de New South Wales, où la prostitution a été légalisée. La légalisation a eu pour effet de multiplier la demande, et le réseau légal ne suffit pas, alors le réseau illégal s'accroît d'autant plus. En effet, rares sont les femmes qui vendent leur corps pour le sexe de leur gré.

La Suède, pour sa part, a presque éradiqué le fléau de la prostitution, en adoptant, en 1999, une loi criminalisant l'achat du sexe (mais non la vente du sexe). «*En Suède, la prostitution est perçue comme une forme de violence masculine envers femmes et enfants... L'équité des sexes demeurera inatteignable tant que les hommes achèteront, vendront et exploiteront femmes et enfants en les prostituant*», peut-on lire dans la documentation qui explique la loi. De nombreux pays sont en voie de suivre l'exemple de la Suède. Espérons que le Canada saura tirer leçon de l'expérience australienne et de l'exemple de la Suède.

Isabelle Bégin-O'Connor
Gatineau, le 13 octobre 2011

Chausseurs mal « chaussés »

Vous, cordonniers provinciaux et du privé, ouvriers mandatés pour réparer notre bitume de route et le béton de nos trottoirs, avez-vous déjà été voir ailleurs pour constater ce que pourraient être nos chaussées? Avez-vous vu les artisans de Paris agenouillés sur le sol afin de rendre enviable, de par leur presquie perfection, l'asphalte de leurs trottoirs piétonniers?

Plus que l'envie, la jalousie! Avez-vous remarqué que pendant la traversée de la frontière sud de notre territoire, en terre étatsunienne, une impression soudaine nous envahit, voire une certitude que la délimitation réelle n'est pas le poste douanier, mais la différence de qualité entre leurs chemins pour voitures et les nôtres.

Sculpteurs de notre communauté dont le ciment et le goudron sont la matière créatrice, mettez-vous tout votre cœur dans l'exécution de votre art? Beyroutes du Québec, ne payons-nous pas assez de taxes et d'impôts pour être fiers de vous? Faudrait-il que l'on piétonne votre travail écorché pour vous manifester notre mécontentement?

Patrick Dufour
Montréal, le 14 octobre 2011

REVUE DE PRESSE

Droits et lois

Manon Cornellier

L'intervention du gouvernement Harper dans le conflit qui oppose Air Canada à ses agents de bord a relancé le débat sur les intentions des conservateurs en matière de droit du travail. Le *Toronto Star* se demande carrément si certains travailleurs n'ont pas, dans les faits, perdu le droit de grève.

«*Jusqu'où le nouveau gouvernement majoritaire du premier ministre Stephen Harper est-il prêt à aller pour prendre parti pour les employeurs contre leurs employés dans le but d'épargner des inconvénients au public?*», demande le *Star*. Il s'inquiète de l'impact de cette approche sur les relations de travail. Le quotidien remarque que, chaque fois que le gouvernement Harper est intervenu dans un conflit de travail, il a favorisé l'employeur au lieu de travailler avec les parties pour trouver une solution négociée. Il note que la menace de loi spéciale a, selon les experts, durci la position des agents de bord d'Air Canada. Le *Star* sympathise avec les entreprises qui ont des difficultés et en particulier Air Canada qui a négocié de bonne foi deux ententes de principe qui ont été rejetées par les employés. Mais Air Canada est une entreprise privée. Où s'arrêtera alors le gouvernement? Combien d'autres travailleurs subiront ses foudres? À quoi en seront-ils réduits pour faire pression sur l'employeur? Selon le *Star*, la ministre du Travail, Lisa Raitt, devrait utiliser son pouvoir de ramener les parties à la table quand le bien-être du pays est vraiment en jeu et laisser les autres négociations suivre leur cours.

Le *Globe and Mail* aussi demande au gouvernement de cesser de se mêler du conflit de travail à Air Canada. L'excuse de l'économie chancelante ne remplace pas une politique cohérente, avertit le quoti-

dien. Invoquer la santé et la sécurité des Canadiens non plus, si Air Canada était encore une société d'État occupant une position quasi monopolistique sur le marché, on pourrait parler de services essentiels pour les citoyens et l'économie. «*mais Air Canada est maintenant une entreprise privée qui a de nombreux concurrents*». Le gouvernement Harper n'a pas un faible pour ses plans quinquennaux, «*mais à l'occasion, ses décrets ressemblent à ceux d'un régime étatique socialiste. Il devrait laisser Air Canada et ses agents de bord résoudre leurs problèmes eux-mêmes*».

Thomas Walkom, du *Toronto Star*, relève lui aussi cette contradiction entre la défense de laisser-faire chère aux conservateurs et leur intervention dans les affaires d'une entreprise privée qui a des concurrents solides et des filiales qui desservent les plus petites communautés. Une grève causerait des maux de tête aux voyageurs, mais ne mettrait pas en péril l'économie. En fait, si le gouvernement veut intervenir dans l'économie pour protéger les Canadiens contre un nouveau choc, il devrait, dit Walkom, se préoccuper de la force du dollar, du prix élevé de l'essence, de la bulle immobilière. «*Ce ne sont que quelques idées. Il y a encore beaucoup d'autres choses qu'un gouvernement activiste, déterminé à protéger l'économie, peut faire, de la réforme des pensions à l'encadrement des compensations offertes aux dirigeants d'entreprise. Ce gouvernement activiste n'a cependant qu'une seule cible: les travailleurs syndiqués de la classe moyenne*», conclut Walkom.

Parole et justice

La Cour suprême entendait cette semaine une cause importante opposant lois contre la propagande haineuse et droit à la liberté d'expression. William Whatcott, de la Saskatchewan, a distribué à Saskatoon

des dépliants accusant les homosexuels de propager des obscénités et des maladies. Il disait agir pour des raisons religieuses. Après avoir reçu quatre plaintes contre lui, la Commission des droits de la personne de la province lui a imposé une amende et lui a interdit de distribuer ses dépliants. Il a contesté la décision, invoquant son droit à la liberté d'expression.

Plusieurs journalistes ont pris la défense de ce droit à la liberté d'expression. Margaret Wente, du *Globe and Mail*, appuie sans détour les droits des homosexuels, mais soutient avec autant de vigueur le droit à la liberté d'expression. Elle trouve la loi contre la propagande haineuse mal foutue et note que juger du caractère haineux d'un document restera toujours subjectif. Wente juge la censure futile, surtout en cette ère digitale. Et qui décidera de ce qu'on peut lire ou entendre? «*Les lois contre la propagande haineuse sont une arme à double tranchant et celles utilisées contre ceux qui nous offensent pourraient un jour se retourner contre nous*», conclut-elle.

L'*Ottawa Citizen* trouve les dépliants et affiches de Whatcott offensants et dégoûtants, «*mais le droit à la liberté d'expression n'a aucun sens si elle ne sert qu'à protéger des déclarations inoffensives et poliment exprimées. C'est le choc des mauvaises et bonnes idées, pas leur dissimulation, qui améliore notre civilisation et notre démocratie. Les Canadiens devraient être libres d'afficher leur désaccord sur tous les sujets. Il existe un droit à la liberté d'expression dans ce pays. Il n'y a pas de droit à ne pas être offensé et il ne devrait jamais y en avoir*». Selon le quotidien, les arguments des homophobes sont faciles à démolir à l'aide de faits et de gros bon sens. «*Exposez-les à la lumière et ils vont se flétrir*».

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Occupy Wall Street

Les indignés vus de l'intérieur

ROBERTO NIETO
SOPHIE TOUPIN

Les auteurs ont passé la fin de semaine dernière au Zuccotti Park. Ils témoignent ici du mouvement Occupy Wall Street vu de l'intérieur.

La décision d'occuper le Zuccotti Park, à deux pas du New York Stock Exchange et de Wall Street, n'était pas, pour le mouvement Occupy Wall Street, le fruit d'un hasard. La décision était stratégique. Ce parc, situé au cœur de l'empire et à proximité du lieu des anciennes Twin Towers, borde l'avenue emblématique de Broadway.

Ouvert au public 24 heures sur 24, il appartient à un des plus grands groupes immobiliers des États-Unis.

Zuccotti Park n'est pas sous le contrôle de la Ville de New York puisqu'il est privé. La police du NYPD ne semble donc pas en mesure d'expulser ses occupants. Seul le propriétaire de la Brookfield Office Properties, une compagnie d'ailleurs d'origine montréalaise, aurait le droit de demander l'éviction. Pour l'instant, seules des considérations sanitaires ont été évoquées pour mettre un frein à cette occupation. Hier, l'entreprise a d'ailleurs décidé de reporter «le nettoyage» prévu, qui aurait forcé l'éviction des occupants.

En arrivant au parc, on voit d'abord une rangée de manifestants, pancartes à la main, sur le trottoir longeant l'avenue Broadway. Des gens s'alignent munis d'affiches, de pancartes, de bouts de carton, où l'on trouve des messages soulignant leur frustration, leur ras-le-bol du système: «I never met a person named Inc.», «We are not leaving», «Lost my job, found an occupation», «Jesus is also part of the 99 %» ou encore «It's time to rise up against corporate greed». [...]

Plusieurs manifestants ne proviennent pas des mouvements habituels ou de groupes organisés mais sont plutôt venus de manière spontanée, appelés par cette contestation sans leader qui dénonce les injustices de la société actuelle. Tous répondent à l'appel de ce cri de ralliement: «We are the 99 %».

Depuis ses débuts et jusqu'à présent, on ne peut rattacher Occupy Wall Street à aucune tendance politique. On y retrouve des anarchistes, des marxistes, des socialistes, mais aussi des démocrates et de bons capitalistes. Le mouvement se dit composé de personnes autonomes, engagées dans la désobéissance civile non violente avec le désir de bâtir des solidarités basées sur le respect mutuel, l'acceptation et l'amour de son prochain. «De cet endroit que nous avons repris, nous disons à tous les Américains et au monde: "Assez! Combien de crises faut-il? Nous sommes les 99 % et nous avons décidé de bouger pour réclamer notre futur hypothétique"», comme l'évoque un extrait des principes de solidarité d'Occupy Wall Street.

Le campement

Derrière la première ligne se trouve le campement permanent. Tandis que les manifestants meublant les lignes extérieures ne restent que quelques heures et puis quittent la scène, les campeurs forment la masse critique d'occupants plus permanents, dont la plupart dorment sur place. Au cours de cette fin de semaine de l'Action de grâce, le Liberty Square a sans doute ac-



JESSICA RINALDI REUTERS

Occupy Wall Street ne se rattache à aucune tendance politique en particulier. On y retrouve des anarchistes, des marxistes, des socialistes, mais aussi des démocrates et de bons capitalistes.

cueilli plusieurs milliers de sympathisants de tous âges et quelques centaines de «campeurs occupants».

Le campement lui-même est autonome et roule sans arrêt depuis le 17 septembre. Quand on y pénètre, la vie et l'enthousiasme foisonnent. Cette effervescence permet d'oublier pour un temps la présence de milliers de policiers qui entourent la place — mais n'entrent jamais dans le campement. La tranquillité règne. On y trouve de longues tables sur lesquelles sont posés d'immenses bacs de nourriture gratuite, un centre des médias indépendants, un espace artistique, des tam-tam, une bibliothèque, des stands divers, un centre de recyclage, des équipes de nettoyage, etc. Pour couronner le tout, le site est alimenté électriquement par un camion de panneaux solaires. Tous les jours s'organisent des assemblées générales, des forums ouverts, des conférences et des rencontres de comités de travail. [...]

Le micro humain

Puisqu'un règlement municipal prohibe l'usage du porte-voix, les manifestants ont mis sur pied le «microphone humain». Son fonctionnement est simple: à tout moment, on peut entendre à voix haute: «Mic check» (test de son), suivi d'une réponse à l'unisson: «Mic check.» Ce système basé sur la répétition collective permet de diffuser un message à voix haute, et ce, dans tout le campement. Les messages sont parfois répétés en vagues. La technique semble moyenâgeuse, mais elle est efficace!

Pour accélérer le processus, certaines réunions nocturnes utilisent un projecteur pour diffuser sur un écran les transcriptions des discours et autres messages qui doivent être diffusés, un support visuel qui rend non seulement le proces-

sus plus efficace, mais également plus inclusif. L'interprétation en langage des signes est également présente lors des rassemblements. [...]

Des relations paisibles avec le NYPD?

Maintenir une telle communauté ouverte pose évidemment sa part de défis. Le comité de désamorçage de crise assure une certaine paix. A quelques reprises samedi dernier, des personnes agressives ont dû être calmées. Si une certaine crainte règne quant à la présence d'agents provocateurs dans le campement, il semble que jusqu'ici la saucée n'ait pas pris... Les «agents de désamorçage de crises» sont patients et n'hésitent d'ailleurs pas à souligner que, dans l'éventualité de violence physique, ils feront appel à la police.

Malgré des arrestations massives (comme celle des 700 marcheurs sur le pont de Brooklyn) et une répression des marches d'Occupy Wall Street en dehors de Liberty Square, le NYPD n'entre pas dans le campement. Ses agents de relations communautaires ne quittent pas les trottoirs qui bordent le campement et y assurent une circulation fluide. Ils empêchent aussi toute installation plus permanente sur le trottoir, arrêtent tout individu qui s'endort sur le trottoir et n'entrent pas en conflit avec les occupants. [...]

Occupy Wall Street se considère lié aux autres mouvements planétaires qui ont émergé au cours des dernières années: les indignés de l'Espagne, la révolution de la place Tahrir, la Tunisie, la Grèce. Alors que se tient à compter d'aujourd'hui le mouvement Occupons Montréal, au square Victoria, on ne peut qu'espérer l'émergence d'un mouvement avec ses propres particularités québécoises qui montrera, nul doute, autant de créativité, d'effervescence et d'enthousiasme.

On ne peut qu'espérer l'émergence d'un mouvement avec ses propres particularités québécoises

DSK

La triste affaire Tristane Banon

FRANÇOISE LABORDE

Journaliste, écrivaine, coauteure avec Denise Bombardier de l'ouvrage Ne vous taisez plus! (Fayard)

Elle s'appelle Tristane Banon. Elle a mis huit, peut-être neuf ans pour porter plainte contre Dominique Strauss-Kahn (DSK) pour tentative de viol.

Tristane est une jeune femme gracieuse, sans doute ambitieuse, sans doute un peu inconsciente des codes parisiens, avec pour tout viatique ses yeux bleus couleur lac gelé et sa silhouette gracile d'adolescente grandie trop vite.

Tristane voulait être journaliste, écrivain, sortir des sentiers tracés pour elle par une mère introduite dans le milieu de la gauche parisienne, marquée aussi par l'absence d'un père parti après sa naissance. Mais peu importe l'histoire de Tristane. Aurait-elle été fille de famille nombreuse avec une fratrie aimante et des parents attentifs, son histoire aurait pu être la même.

Donc, la jeune Tristane décide un jour de faire une série d'interviews des puissants de notre jeu politique français et elle se retrouve en tête à tête avec DSK. En fait d'interview, elle se retrouve en position de proie face à un homme décidé à faire valoir sa suprématie: intellectuelle et physique. Coups, bagarre, elle se sauve et ne dit rien.

Inconscience et légèreté?

Bien sûr, la triste affaire de Tristane était plus

ou moins connue dans les milieux de la presse. Certains évoquaient l'inconscience d'une jeune arriviste prête à tout pour obtenir un rendez-vous. D'autres, sa légèreté dans un monde si difficile de la presse politique où personne ne se fait de cadeaux. Personne n'imaginait qu'elle ait pu être réellement victime d'une tentative de viol.

Elle s'est tue pendant de longues années. Elle a évoqué la violence de ce rendez-vous dans une émission mondaine, sur le ton de la plaisanterie. Et puis, après l'affaire du Sofitel de New York, elle a décidé de porter plainte.

Il y a en France une chanson très populaire de Serge Reggiani, *Les loups sont rentrés dans Paris*. Une évocation de la perte de liberté de toutes les occupations.

Pour Tristane, les loups sont rentrés dans sa vie.

Elle s'est battue jusqu'à l'aube comme la chèvre de Monsieur Seguin! Elle s'est battue pour faire entendre sa voix, sa liberté de femme, son droit à travailler dans un monde d'hommes... Elle a lutté jusqu'à y perdre son souffle en sachant qu'elle serait broyée par un système qui ne reconnaît pas la parole des femmes.

En France, il y a selon les estimations 75 000 femmes violées par an. A peine 10 % portent plainte. Tristane a voulu se battre, saisir la justice. Que n'avait-elle fait!

On la jugea menteuse, affabulatrice, manipulatrice, poussée peut-être par l'appât du gain.

Quand elle a dit que l'argent ne l'intéressait pas, la cour et la ville ont jugé que, décidément, cette jeune femme était déséquilibrée, malade.

Avait-on idée de porter plainte huit ou neuf ans après les faits? Que ne l'avait-elle fait le lendemain? Que dis-je, dans l'heure? Pourquoi attendre? C'est si simple de porter plainte en France.

«Mère des arts, des armes, et des lois», chantait Joachim du Bellay au Moyen Âge; mais dans la France de 2011, si on ne brûle plus les sorcières, on détruit celles qui sortent des chemins convenus, celles qui parlent et dénoncent.

Pas de chance...

Tristane, oui, vous avez été victime d'agressions sexuelles de la part de Dominique Strauss-Kahn. Mais pas de chance, ce crime est prescrit au bout de trois ans! Si vous aviez été violée, Tristane, la prescription courrait sur dix ans et vous auriez pu aller devant le tribunal. Pas de chance, Tristane, le viol a été raté; vous vous êtes trop défendue. Vous n'avez pas fait comme la chèvre de Monsieur Seguin: vous ne vous êtes pas laissées dévorer par le loup.

Dommage, la justice française ne peut rien pour vous. Vous n'avez pas été «techniquement» violée.

Tristane, votre douleur, votre souffrance, toutes les femmes françaises la partagent avec vous. Et cette décision est une tache à la face de la justice française.

Sans étiquettes



DENISE BOMBARDIER

Selon un sondage rendu public mercredi par l'Idée fédérale, groupement qui fait la promotion du fédéralisme, 37 % des Québécois refusent désormais toute étiquette politique, qu'elle soit souverainiste, fédéraliste, nationaliste ou autonomiste. De plus, 77 % des électeurs considèrent que le débat sur l'avenir politique du Québec doit être mis de côté. Pis encore, 71 % estiment que le débat national. Bien sûr, plusieurs souverainistes contesteront ce sondage sous prétexte qu'il a été commandé par un organisme prônant le fédéralisme, mais cette réaction est malvenue par quiconque observe la vie politique et ne peut être surpris des résultats.

Quant à Jocelyn Coulon, le directeur de l'organisme, il interprète ce rejet des étiquettes par la fragmentation des opinions dans une société de plus en plus pluraliste et il en conclut aussi que les Québécois se rallient aujourd'hui plutôt au fédéralisme comme mode de gouvernance. On pourrait penser au contraire que monsieur Coulon pratique un optimisme un peu trop vif et que ce refus d'identification repose sur un courant infiniment plus profond, explicable avant tout par la nouvelle religion du moi, cette culture du narcissisme si bien décrite dans le livre-culte de Christopher Lasch publié en 1979.

En effet, comment ne pas apercevoir derrière ces chiffres que l'on pourrait retrouver dans d'autres sociétés occidentales les conséquences de l'individualisme qui régit désormais les rapports entre les êtres, qui transforme le rôle des institutions et affaiblit jusqu'à l'anémie les valeurs collectives? Pour faire court, le «c'est mon droit» remplace le «c'est notre droit» et le «c'est mon choix», le «c'est notre choix». Chacun est le centre du monde, le nombril de la terre, l'unique référence sociale, morale et désormais politique.

Pour un peuple minoritaire en voie actuelle de minorisation linguistique qui a survécu quelques siècles grâce à des institutions collectives, fortes et puissantes comme l'Eglise, la famille et la culture coopérative dont le Mouvement Desjardins fut le vaisseau amiral, cette tyrannie moderne que constitue l'individualisme risque d'avoir des conséquences inattendues et graves. Dans le contexte québécois, le refus des étiquettes politiques, qui n'est pas objectivement un mal en soi, peut être une menace à notre identité collective. Comment, en effet, se définir comme peuple singulier en Amérique du Nord et à l'intérieur du Canada si l'on récuse une forme même atténuée de nationalisme? La société québécoise n'a plus de voix, de voie, d'âme ni d'avenir si elle se résume à n'être que la somme des individus qui la composent.

Certains alléguent que les utopies collectives du XX^e siècle se sont transformées en tragédies et ont atteint le sommet de la barbarie humaine sur le continent européen produit du Siècle des lumières. Après le communisme et le fascisme, il fut impérieux de mettre l'individu au centre des institutions et de nos combats. Les chartes des droits de la personne en sont devenues l'incarnation. Mais l'individualisme actuel où chacun s'estime dépositaire de toutes les libertés, où trop de gens décrochent de leurs responsabilités sociales et politiques, où de nombreux autres se replient sur leur vie privée, imperméables aux problèmes collectifs, cet individualisme-là est une dérive qui nous entraîne tous dans un cul-de-sac.

Nous ne sommes pas que des êtres individuels vivant dans un parallélisme social, les yeux rivés sur l'écran de l'ordinateur, reliés artificiellement et superficiellement à des «amis» dans un état de désincarnation progressive. La fragmentation des opinions est-elle la réponse obligée à l'unanimité d'antan? L'enrégimentation politique, morale et sociale a fait long feu bien que la rectitude politique se soit infiltrée partout dans l'espace public. Mais si de plus en plus de Québécois ne veulent être étiquetés politiquement, s'ils estiment que le débat national est dépassé, sur quelles bases communes s'appuient les 47 % d'entre eux qui croient n'avoir que peu ou pas de valeurs communes avec les Canadiens du reste du Canada?

Le désarroi ne peut pas tenir lieu de système de valeurs. Et le refus systématique des étiquettes politiques doit trouver sa contrepartie. Ce dernier comportement peut être étrangement lié à l'esprit consommateur; cela procède de l'essence même du magasinage où les choix reposent sur les modes, les tendances, l'impulsion du moment, voire la lassitude. Le décrochage politique, bien que l'expression d'un malaise, d'un problème au même titre que le décrochage scolaire dont nous sommes les champions, en dit long sur notre moral collectif. Nous sommes accablés par le climat politique actuel? Alors, faisons un effort tous ensemble pour mettre nos problèmes en perspective. Tentons de nous comparer aux autres pays comparables. Cessons ces analyses outrancières où l'on s'identifie à la Tunisie, à l'Égypte, où les peuples émergent de décennies de tyrannie et de corruption institutionnalisées.

La fragmentation des opinions jusqu'à l'atomisation, le refus de toute étiquette, de tout engagement à vrai dire, conduit à un isolement, à une solitude source d'une colère aussi stérile que destructrice. L'indignation individuelle ne produit pas l'indignation collective et celle-ci n'est pas la solution, contrairement à ce que l'on semble croire un peu partout. Seule l'action collective porte ses fruits. En démocratie, cela s'appelle l'engagement et non le décrochage.

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Desjardis (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Blouin Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet); Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Karl Retino-Parazzelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjardis, Amel Elhimm, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxime-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

DESIGN + ARCHITECTURE

La saveur du design

De Montréal à New York, les idées de Josée Lepage ne connaissent ni frontières spatiales ni barrières disciplinaires



Le projet The Wrong Store, dirigé par Josée Lepage en collaboration avec les commissaires Tobias Wong et Gregory Krum, présentait une vraie vitrine de 100 pieds carrés, avec des objets de collection assez rares, en jouant sur le concept de fausse boutique. Le jour du vernissage, les invités pensant entrer dans une boutique ont eu la surprise de découvrir qu'il s'agissait uniquement d'une vitrine et que rien n'était à vendre!

LUCA PIOLETTI

EMMANUELLE VIEIRA

Créatrice hors pair qui peut difficilement être classifiée, Josée Lepage est à la fois artiste, designer, commissaire et entrepreneuse. Elle porte tous ces chapeaux avec un naturel déconcertant et un professionnalisme remarquable, jonglant d'un univers à l'autre si rapidement qu'elle en estompe les frontières.

En 2008, elle a quitté Montréal pour s'installer à New York, une ville qui l'habite et dans laquelle elle sent plus d'espace pour s'exprimer et plus d'énergie pour créer. Toujours en quête de nouveauté, Josée Lepage poursuit son ascension personnelle, accrochée à d'importants réseaux new-yorkais. Mais loin de se refermer sur elle-même, elle poursuit le rêve de bâtir un pont entre Montréal et New York, pour faire découvrir certains designers québécois qu'elle affectionne particulièrement.

Des concepts pionniers

Ayant reçu une formation en art, Josée Lepage est arrivée dans le monde du design instinctivement. «Je suis une intuitive, une sorte d'autodidacte», explique-t-elle. Dans les années 1990, elle décide de quitter Montréal, qui à l'époque ne s'intéressait pas du tout au design, et part vivre à New York où elle travaille comme directrice artistique d'une boutique de meubles vintage. Puis elle se met à organiser des mini-expositions dans un coin du magasin. «J'invitais les artistes locaux à créer quelque chose d'unique. J'ai toujours travaillé avec d'autres créateurs et c'est à leurs côtés que j'ai appris et grandi», explique-t-elle. Ensuite, je me suis dit que je pouvais être designer.» En 1998, Josée revient à Montréal et démarre deux concepts pionniers qui feront sa renommée: Zweimineral et Commissaires.

Le premier projet, Zweimineral (2000-2005) est une entreprise qu'elle a fondée avec Janie de Kalbermatten et qui concevait des objets de grande qualité détournés de leur contexte habituel et destinés à la maison. Rappelez-vous: le sac de shopping en cuir, le panier tressé en feutre gris, les cartes postales en échantillons de peinture et les draps fabriqués avec des chandails... Hormis l'originalité, la beauté et la qualité de ces produits, il y avait aussi le processus de fabrication qui était remarquable, car écologiste avant l'heure. «Faute de voiture et de moyens, nous avons voulu que tous nos objets soient produits dans un rayon de 50 kilomètres autour de Montréal, ce qui nous permettait de contrôler plus facilement toutes les étapes de la fabrication», explique Josée Lepage.

Malgré une gamme de produits très originaux et d'importantes ventes à l'étranger, Zweimineral est obligé de fermer ses portes en 2005, par manque de clientèle locale: «Notre marché était essentiellement à l'exportation», explique Josée Lepage. C'est compliqué et coûteux de ne fonctionner qu'ainsi. Montréal est un endroit génial pour mettre en place de nouveaux concepts, mais le marché n'est pas là, malheureusement», souligne-t-elle.

Un magasin comme une galerie

Après cette aventure, Josée Lepage poursuit



JEAN-RÉNÉ PARENTEAU

Josée Lepage

avec quelques projets en solo puis elle redémarre en parallèle une association avec Pierre Laramée pour fonder Commissaires (2005-2008). Là encore, il s'agit d'un concept pionnier puisque l'idée était d'avoir un magasin qui fonctionnerait comme une galerie. Ainsi, à la manière d'une galerie d'art dans laquelle les œuvres présentées changent au gré des expositions, la galerie Commissaires présentait des créations en design en fonction de thématiques bien particulières.

Le projet a d'ailleurs permis de valoriser et d'asseoir la profession de commissaire en design dans le milieu francophone, alors que le design curator était plus évident dans les milieux anglophones. Le projet a également été un important catalyseur dans la découverte d'œuvres de design produites par des créateurs du monde entier, et jamais mises en vente ni au Québec, ni au Canada. Rappelez-vous de la venue de 5,5 designers, c'était une première en Amérique du Nord, ou encore de Kwangho Lee et ses extraordinaires lampes sculptées de fils. Enfin, avec ses expositions thématiques, le lieu a été l'occasion pour des architectes de talent, comme Gilles Saucier, ou des designers québécois de la relève de s'exprimer librement, haut et fort.

Si le design avait un goût, Josée Lepage serait une chef cuisinière avant-gardiste, capable d'aller chercher des saveurs insoupçonnées en nous les exposant sur un beau plateau d'argent contemporain

D'importantes collaborations

Appelée par New York, comme Ulysse par le chant des sirènes, Josée Lepage décide de retourner dans cette ville qui lui bat au même rythme que son cœur. «À Montréal, je n'étais pas à mon maximum. Je me sentais limitée dans mes pulsions, freinée par une sorte de conformisme latent», explique-t-elle. Ici, même si tu n'as pas de budget pour faire quelque chose, tu es poussé par une liberté sans bornes et tu peux faire du street art, te faire remarquer, passer ton message et finir par en vivre», dit-elle.

Tout en continuant à travailler sa vision et son langage, elle renforce ses idées, se nourrit de la ville, développe un sens plus critique, digère une culture omniprésente. Elle collabore à plusieurs reprises avec l'artiste Tobias Wong — «mon âme sœur, mon jumeau», précise-t-elle. Ensemble ils vont faire une longue série de projets qui feront beaucoup parler d'eux dans les médias internationaux, et surtout américains.

Parmi ces projets, il y a notamment The Candy Shoppe: Papabubble x Cappellini, The Wrong Store, et As Long as it Lasts au Art Basel Miami. Les trois projets ont en



BONDTOO

Pour Papabubble x Cappellini, la boutique Cappellini de Soho a été transformée le temps de l'événement en une improbable boutique de bonbons!

commun une vision décalée de la réalité, jouant à brouiller les limites entre art, design et culture populaire.

Par exemple, dans Papabubble x Cappellini, la boutique Cappellini de Soho a été transformée le temps de l'événement en une improbable boutique de bonbons! Josée Lepage et Tobias Wong ont travaillé avec Fiona Ryan et Chris Grassi, les propriétaires d'une confiserie artisanale, pour créer une collection unique d'objets sucrés inspirés de l'univers Cappellini. Le croisement de ces deux univers créatifs opposés, le bonbon et le meuble, a été symbolisé pour l'occasion par la création de confiseries en forme de X.

Dans un esprit décalé similaire, le projet The Wrong Store, dirigé par Josée Lepage en collaboration avec les commissaires Tobias Wong et Gregory Krum, présentait une vraie vitrine de 100 pieds carrés, avec des objets de collection assez rares, en jouant sur le concept de fausse boutique. Le jour du vernissage, les invités pensant entrer dans une boutique ont eu la surprise de découvrir qu'il s'agissait uniquement d'une vitrine et que rien n'était à vendre! «Nous avions mis symboliquement le lot entier à vendre pour un million de dollars... mais personne ne l'a acheté!» souligne Josée Lepage.

Bondtoo

Dans l'idée de rassembler ses idées sous un seul toit, Josée Lepage décide de fonder sa firme Bondtoo (jouant à inverser l'adresse de la boîte située au 2, Bond Street, pour en faire le nom...). Implantée dans Noho, un quartier qu'elle affectionne particulièrement, Josée travaille actuellement sur de nombreux projets: elle développe un concept de conditionnement pour un parfum avec une firme californienne, et planche aussi

avec un regroupement de designers new-yorkais sur un projet d'échanges d'idées pour améliorer certaines infrastructures de la ville de New York, notamment dans le milieu carcéral et dans le milieu des aînés.

Enfin, toujours dans l'idée de bâtir son pont entre Montréal et New York, elle vient de devenir l'ambassadrice officielle à New York pour une compagnie montréalaise, iget.it, qui se destine à la vente de produits design haut de gamme et exclusifs sur Internet. «Je suis une insatiable curieuse, précise Josée Lepage. Pour iget.it, je suis en train de développer des concepts très originaux et, dans un futur proche, j'aimerais créer des objets uniques en collaboration avec des designers montréalais, new-yorkais et d'ailleurs. Fureter les nouvelles tendances, continuer à briser les limites actuelles, à brouiller les univers, à enrichir notre vie quotidienne en lui donnant plus de sens, ça me fait vibrer!» dit-elle.

Si le design avait un goût, Josée Lepage serait une chef cuisinière avant-gardiste, capable d'aller chercher des saveurs insoupçonnées en nous les exposant sur un beau plateau d'argent contemporain. Ses idées, qui touchent à plusieurs univers en même temps, sont emplies de tout ce que l'on peut espérer de la grande gastronomie nouvelle: un brin de culture, quelques cuillerées de finesse, une pincée de sens, un litre d'esprit critique, le tout saupoudré d'imagination et d'humour acidulé à volonté...

Collaboratrice du Devoir

■ <http://www.bondtoo.com>
■ <http://www.iget.it>
■ <http://www.commissairesonline.com>